

## Éléments de correction du TD9 (La déréglementation financière)

### **1) Synthétisez en les distinguant les principales caractéristiques d'une économie d'endettement administrée, d'une part, d'une économie de marchés financiers, d'autre part. (2 points)**

- Principales caractéristiques d'une économie d'endettement administrée :
  - « l'activité financière est largement contrôlée par les pouvoirs publics »
  - « une partie importante de l'activité financière passe par l'État [...] pour les financements comme pour la collecte des ressources financières »
  - « les banques nationalisées - ayant l'État pour actionnaire unique - contrôlent 87% des dépôts à vue et 76 % des crédits distribués dans l'économie française »
  - « les taux d'intérêt sont en grande partie administrés [...] c'est-à-dire à taux « préférentiels » au-dessous des conditions du marché »
  - « l'« encadrement du crédit » imposé par la Banque de France est le principal instrument de contrôle de la création monétaire »
- Principales caractéristiques d'une économie de marchés financiers
  - « les marchés de capitaux prennent de l'importance par rapport au financement bancaire »
  - « la logique concurrentielle l'emporte sur le contrôle public dans la régulation du système financier » (marchés financiers libéralisés)
  - En France : « suppression de l'encadrement du crédit en 1987, levée du contrôle des changes en 1989, réduction progressive de la part des crédits à taux administrés dès 1985, privatisation des banques et des principales institutions financières à partir de 1986 »
  - « la création d'un marché unique des capitaux »

### **2) À partir des éléments composant l'indicateur, définissez la libéralisation financière. (2 points)**

*« La libéralisation financière correspond à un système bancaire et financier plus libre, il est moins contrôlé par l'Etat. Il y a donc un recul des règles comme on peut le voir dans le document 2 où plus l'indicateur de libéralisation est élevé moins les contrôles de l'Etat sont importants sur le crédit, les taux d'intérêt, les droits de douane baissent, la réglementation bancaire s'assouplit, les banques sont privatisées, les capitaux circulent plus librement et les opérations de Bourse sont moins contrôlées. » (réponse d'élèves)*

### **3) Quelle tendance générale pouvez-vous dégager ? Périodisez l'évolution. (3 points)**

De 1973 à 2003, la tendance commune aux 5 pays représentés est l'accroissement important de l'ILF. On note cependant 3 phases dans cette libéralisation des principaux pays de l'union européenne. De 1973 à 1982, l'ILF est bas et stable, pour tous les pays, il est compris entre 15 et moins de 40 (une faible libéralisation financière correspond à un indicateur proche de zéro, une forte à un indicateur proche de 100) sauf l'Allemagne qui a déjà un ILF légèrement supérieur à 60. De 1982 à 1991-1994, l'ILF de tous les pays s'accroît considérablement pour dépasser 80. La décennie 1980 est une période de forte libéralisation économique. Enfin, depuis 1994, l'ILF est stable à un niveau élevé compris entre 90 et 100 pour les 5 pays.

### **4) Comment les étapes de la libéralisation financière décrite dans le document 1 se manifestent-elles sur l'indicateur du document pour la France ? (3 points)**

On note clairement l'impact des mesures de libéralisation citées dans le document 1 sur l'évolution de l'ILF de la France, notamment dans les années 1980, à chaque mesure adoptée correspond une hausse de l'ILF (palier sur le graphique) : réduction progressive de la part des crédits à taux administrés dès 1985, privatisation des banques et des principales institutions financières à partir de 1986, suppression de l'encadrement du crédit en 1987, levée du contrôle des changes en 1989.

### **5) Comparez la libéralisation financière en France et en Allemagne depuis 1973. (2 points)**

En 1973 et durant toute la première période, l'ILF de l'Allemagne est bien plus élevé que celui de la France : 60 contre à peine 30. C'est donc que le secteur bancaire et financier allemande était alors plus libéralisé. Cependant, pendant les années 1980, l'ILF de la France rattrape et finit par dépasser celui de l'Allemagne, qui libéralise son secteur bancaire et financier mais moins que les gouvernements (de droite comme de gauche) français. Sur la troisième phase, l'ILF de la France est nettement supérieur à celui de l'Allemagne : 100 contre 90, la France a donc aujourd'hui un secteur bancaire et financier plus libéralisée que l'Allemagne.

**✍ 6) Quel est le fondement théorique de ce mouvement de libéralisation ? (3 points) Bonus**

Ce mouvement de libéralisation repose sur l'hypothèse d'efficacité des marchés financiers c'est-à-dire sur la propriété d'autorégulation du marché via la loi de l'offre et de la demande c'est-à-dire le fait que la concurrence entre offreurs et demandeurs, avec le moins possible d'intervention de l'Etat, permettrait la satisfaction du plus grand nombre en prix, quantité et qualité. Transposée aux marchés financiers, cette hypothèse indique que le financement direct par les marchés ou indirect par des banques nombreuses en concurrence est plus efficace que le financement bancaire encadré par l'Etat, au point d'être autostable. Or, l'éclatement de la bulle immobilière en 2008 (crise des *subprimes*) a montré que des phénomènes cumulatifs autoréalisateurs empêchaient l'autorégulation de la finance et conduisait au contraire à des crises d'instabilité financière qui se propagent à l'économie réelle.

**✍ 7) Analysez le document 3 (décrivez puis interprétez cf TD n° 3) (5 points)**

Il s'agit d'une caricature du dessinateur américain Matson représentant 2 vignettes très similaires mais avec quelques différences comme dans les « jeux des 7 erreurs ». Il s'agit donc du même homme, d'abord en 1980, c'est-à-dire avant la période de libéralisation de l'économie (voir document 1 et 2), il est habillé comme un homme d'affaires (costume cravate + attaché case), bedonnant et dégarni qui, le poing levé, l'air en colère (sourcils), cri en réclamant la « *deregulation* » (sur son attaché case) et dénonce le fait que « *le gouvernement est trop sur [son] dos* ». La seconde vignette se déroule en 2008, le même homme d'affaires est cette fois-ci dans l'océan, col de chemise ouverte, mal rasé, flottant grâce à une bouée de sauvetage sur laquelle est écrit « *bail-out* » c'est-à-dire « renflouement », l'air effrayé (sourcils) et criant pour, cette fois-ci, demander de l'aide (main ouverte) à son gouvernement suite au krach de *Wall-Street* (sur son attaché case) : « *Où est mon gouvernement, qui va m'aider* ».

Cette caricature vise à montrer l'ironie de l'histoire : ceux qui, dans les années 1980, ont réclamé et obtenu des gouvernements la libéralisation bancaire et financière (*lobbying*), qui ont profité de la formidable expansion de la finance internationale pour s'enrichir, sont les mêmes qui réclament, ensuite, l'aide de l'Etat, une fois que les effets pervers de la déréglementation (ou libéralisation) se sont fait sentir via la crise des *subprimes* de 2008. Ils ne veulent pas de l'Etat pour pouvoir s'enrichir sans entraves mais ils l'appellent à l'aide en cas de difficultés. Ajoutons que pour nombres d'économistes, c'est bien la libéralisation financière des années 1980 qui est à l'origine des bulles et autres krachs source d'instabilité systémique de notre économie mondiale dès 1987 et de façon récurrente et accélérée depuis.